front rouge

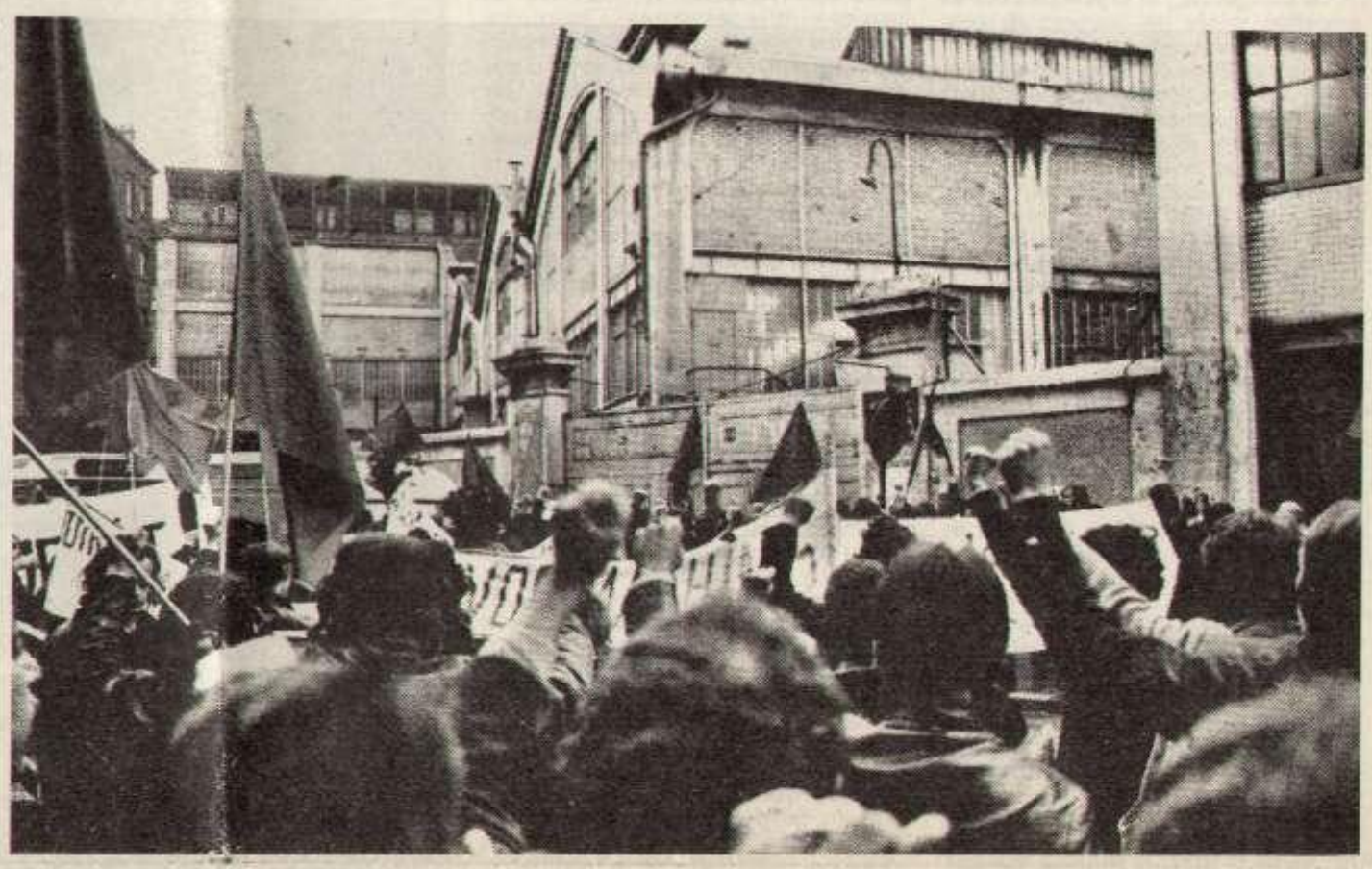
prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE Nº 28 / 1er JUIN 1972 / PRIX 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE 69

les promesses électorales de chaban : une vaine tentative pour masquer l'exploitation accrue du prolétariat



Paris, 17 mai 1972 : manifestations devant Citroen contre la mort de 2 ouvriers, un démenti cinglant aux mensonges électoraux de Chaban

L'hypocrisie, les mensonges, la démagogie, les truquages, sont les arguments habituels de la bourgeoisie, ce sont les seuls qu'elle peut utiliser. Chaban n'a pas manqué à la règle et il a mis le paquet ; il est vrai que les élections sont dans dix mois.

— les mensonges et les truquages : *"nous sommes dans une situation de plein emploi"*, *"c'est une phase dans notre économie"*, voilà ce qu'affirme sans sourciller le 1er ministre. En décembre 71 le même premier ministre *"partait en guerre contre le chômage"*. Il faut reconnaître qu'à l'époque il était difficile d'ignorer le problème, licenciements, fermetures d'usines se succédaient, l'affolement gagnait les statisticiens bourgeois. Dans ces conditions faire semblant de lutter contre le fléau du capitalisme était le seule tactique possile. En décembre, la bourgeoisie avoue qu'il y a 620 000 chômeurs, aujourd'hui, elle prétend que le chômage a disparu. Les jeunes de moins de 24 ans représentent 36% du nombre des chômeurs soit 220 000 et Chaban ose affirmer qu'il n'y a que 28 000 jeunes qui sont sans travail. De toute façon il n'est pas à une contradiction près, le chômage ne fait plus la une de l'actualité, il est à nouveau soigneusement camouflé, les propos optimistes et rassurants sont de règle.

Pour ce qui est des prix, l'optimisme n'est pas de rigueur. Il ne serait pas crédible d'affirmer que les prix sont stables, lorsque le beefsteack augmente de 20%. C'est une ombre au tableau de "marche de notre économie". Une ombre qui est un moyen supplémentaire d'accentuer les profits de la bourgeoisie, alors que ce sont les produits nécessaires à la classe ouvrière qui grimpent le plus vite, tels les produits alimentaires, les loyers, les transports ; pour une famille ouvrière, le coût de la vie s'élève de 12% au minimum chaque année.

— l'hypocrisie : Comme dans tout discours électoral, les "vieux" ont eu droit à leur petit chapitre ; toujours le même : pensions vieillesse seront revalorisées. Les vieux ouvriers, usés par le capital, laissés dans la misère parce qu'ils ne sont plus source de profits, ont tout de même le droit de voter, et Chaban ne l'oublie pas : "la pension vieillesse annuelle passera de 3 500 à 4 000 F au 1er octobre, soit 10% d'augmentation". En février de cette année, Chaban avait déjà promis de porter la pension à 3 850 F, il n'a fait que rajouter 150 F. Quelle générosité ! A peine 11 F par jour pour vivre. Les vieux ouvriers n'ont qu'à attendre 1976 pour que la bourgeoisie s'occupe d'eux à nouveau.

La classe ouvrière a droit à des promesses démagogiques accompagnées de mesures visant à renforcer l'exploitation, alors que le capital va pouvoir encaisser des crédits bon marché. Les révisionnistes ne sont pas oubliés. Chaban leur offre quelques strapontins dans les "conseils de surveillance".

Depuis quelques mois, le beefsteack a augmenté de plus de 20%. La convention signée entre les bouchers et le gouvernement n'a fait qu'officialiser la hausse. Depuis plusieurs mois déjà, les bouchers qui ont à faire face à une augmentation en flèche des prix de gros (+ 30%), tournent les textes du gouvernement sur la taxation de la viande. Les viandes à rôtir, à braiser, le beefsteack,ont des prix fixés par décret qui ne peuvent être dépassés, les viandes de qualité supérieure telles que le rumstek sont en vente libre.

Les bouchers font passer les bas morceaux dans la catégorie beefsteack et vendent celui-ci dans des catégories de viandes supérieures, à prix libre. Ces diverses manipulations se déroulent sous l'œil bienveillant des inspecteurs des prix, tant que les hausses ne se répercutent pas sur les indices, tout va bien.

Mais ce trafic a pris de telles proportions, qu'il n'est plus possible de le cacher. La bourgeoisie s'évertue donc à justifier par tous les moyens (pénurie de viande, trop forte consommation des ouvriers) une augmentation des prix. Après cela Giscard a beau menacer de taxer, cela n'empêchera pas le trafic de continuer et de faire supporter à la classe ouvrière, les conséquences de l'anarchie de la production capitaliste.

1. POUR LA CLASSE OUVRIERE DES PROMESSES DEMAGOGIQUES

— Egalité des salaires masculins et féminins : Une loi va être votée pour imposer cette égalité : une de plus. Elle s'ajoutera à la loi de non discrimination du 19 février 1950, au décret du 23 août 1950 ; la constitution de 1958 "impose" cette égalité, ainsi que la loi du 13 juillet 71. La bourgeoisie ne manque pas de bonnes intentions, elle n'est pas avare de promesses, ni de lois puisque c'est elle qui les fait appliquer ; alors qu'elle cherche par tous les moyens d'accroitre l'exploitation des ouvrières, qu'elle donne des salaires de misère aux femmes (jusqu'à 20% de moins que les salaires masculins), qu'elle les sous qualifie également automatiquement, elle leur fait accomplir une double journée de travail, et après cela, Chaban s'intéresse à la condition de la femme. En vérité, le capitalisme est incapable de résoudre cette question, seule la dictature du prolétariat peut effectivement donner et garantir les mêmes droits aux hommes et aux femmes.

— les 1 000 F par mois. C'est à la télé que Chaban a annoncé cette mesure afin de lui donner plus d'éclat. Une précision importante apportée après coup par les services de Chaban : 1 000 F pour 45 h par semaine. Dans le textile, l'habillement, par exemple où les salaires sont voisins du SMIC, les horaires varient de 40 h à 42 h. Il est donc exclu que ces ouvriers gagnent 1 000 F dans 18 mois. D'autre part, la pratique de la réduction d'horaires est de plus en plus courante, surtout dans une période de crise. Une chose est certaine : les prix vont continuer à augmenter à une vitesse accélérée, un certain nombre d'ouvriers franchiront la barre des 1 000 F dans 18 mois, mais leurs conditions de vie ne changeront pas, car dans le même temps le beefsteack augmentera de 30%. Lorsque Chaban a annoncé au cours du débat télévisé son projet, le pâle Salini, digne représentant du P"C"F, a paru intéressé : il a demandé par exemple si les avantages sociaux seraient inclus dans les 1 000 F. Chaban a répondu avec un large sourire : *"mais non bien sûr, les avantages sociaux seront en plus"*. Salini en bon valet "a enregistré".

— améliorer l'hygiène et la sécurité. Pendant que Chaban récitait son discours, des ouvriers étaient assassinés et mutilés par le capital assoiffé de profits. Rien qu'à Citroen, 2 ouvriers sont morts la semaine dernière. Parler d'améliorer la sécurité sans toucher à la loi du profit qui guide l'action de la bourgeoisie mais en augmentant le nombre des inspecteurs du travail à la solde des patrons, c'est exprimer le plus total mépris de la classe ouvrière.

Toutes ces promesses sont du même goût que la fameuse mensualisation de Pompidou en 69. Si effectivement, des ouvriers sont aujourd'hui payés tous les mois, cela ne change rien à leur situation : lorsqu'ils sont malades, ils ne touchent pas intégralement le salaire, ils n'ont pas tous les avantages des mensuels, il s'agit d'une mensualisation bidon, tout comme le sont, les actuelles promesses de Chaban.

II. DES METHODES POUR ACCENTUER ET MASQUER LE CHOMAGE

Chaban reprend à son compte les différents thèmes avancés par la bourgeoisie pour briser les luttes de la classe ouvrière tels que :

— formation permanente des cadres et agents de maîtrise : instaurer des méthodes de commandement qui ne s'opposeraient pas ouvertement aux travailleurs, qui viseraient en fait à les faire participer à leur exploitation, par "l'enrichissement" des taches par exemple.

— lancement d'expériences visant à "améliorer" le sort des travailleurs, c'est-à-dire, à supprimer le travail à la chaîne, si par exemple le même profit peut être arraché à la classe ouvrière par d'autres moyens (en instaurant par exemple un travail de groupe).

— relance de l'intéressement, afin de lier plus étroitement le sort de la classe ouvrière au sort du capital.

III. POUR LE CAPITAL DES MESURES POUR ACCROITRE LE PROFIT

Grâce à l'abaissement des taux d'intérêt, les capitalistes pourront se remplir les poches à bon compte, ils pourront engager des dépenses de restructuration, et de modernisation permettant d'intensifier le travail pour augmenter leurs profits.

Chaban présente l'effort pour les autoroutes et le téléphone comme des mesures sociales, avec la complicité duP"C"F qui regrette simplement que ces secteurs soient conférés au secteur privé, alors qu'ils devraient être nationalisés. En fait, ces dépenses d'infrastructure ne servent que la bourgeoisie qui pourra plus rapidement prendre ses décisions, acheminer plus vite ses marchandises, et ses matières premières, réaliser ses profits, accentuer l'oppression de la classe ouvrière.

La prime à la mobilité des jeunes travailleurs qui est une vieille promesse sert avant tout la bourgeoisie, c'est un élément dont elle dispose pour organiser le chômage, pour créer un excédent de main d'œuvre dans des régions où le volant de chômage n'est pas suffisamment élevé.

IV. POUR LES REVISOS DES STRAPONTINS SUPPLEMENTAIRES

Extension du rôle des comités d'entreprise, création de "comités de surveillance", voilà qui doit plaire au P"C"F et à la CGT. Leur silence sur ces questions en dit long. Les mesures de Chaban rejoignent leurs propres propositions : la CGT réclame depuis des années que le C.E. ait un rôle plus large, qu'ils puissent par là avoir un pouvoir de décision réel, sur les questions d'ordre économique telles que la production, les licenciements, l'embauche etc... Depuis des années, ils réclament un droit au contrôle sur les entreprises, vérification des livres de comptes, vérification de la gestion, etc... La bourgeoisie leur offre tout cela en remerciements de leurs bons et loyaux services. Seguy hurle contre des atteintes au droit syndical, parce qu'il craint de devoir céder quelques places de délégués syndicaux au profit des syndicats non représentatifs.

Le discours de politique générale de Chaban n'est en fait qu'un camouflage grossier de la paupérisation de la classe ouvrière. Ni les promesses, ni l'hypocrisie des chiffres n'empêcheront la classe ouvrière d'amplifier son combat contre la bourgeoisie.

l'union populaire une alliance contre-révolutionnaire dirigée contre le prolétariat

Le reniement de la révolution prolétarienne armée par les révisionnistes du P"C"F rejaillit sur tous les aspects de leur ligne politique. Ainsi, ils diffusent activement dans la classe ouvrière la conception de la prise du pouvoir par la voie parlementaire (voir Front Rouge nº 10) ; et pour rendre crédible cette thèse, pour accéder au gouvernement pour le compte de la bourgeoisie, ils sont amenés à rechercher activement le soutien de couches et de classes non prolétariennes qui permettrait d'obtenir la majorité dans des élections. Cette alliance très particulière que devrait nouer le prolétariat est baptisée "union populaire", ou *"union des forces ouvrières, démocratiques et nationales"*. Et elle devrait pour le P"C"F se concrétiser au niveau politique par un accord PS-P"C" sur un programme de gouvernement.

Il ne s'agit pas de nier pour les marxistes léninistes la nécessité de l'alliance du prolétariat avec d'autres classes, mais ce qui fonde cette alliance, c'est le but de notre révolution, la destruction de l'appareil d'état de la bourgeoisie, la suppression de la propriété privée des moyens de production, l'édification d'une société socialiste ; et donc les alliés du prolétariat doivent se déterminer par rapport à ce but, par leur rapport avec la contradiction bourgeoisie-prolétariat, par la nature de la contradiction qui les oppose à la bourgeoisie.

Or la démarche du P"C"F est toute autre ; pour accumuler une majorité électorale, le P"C"F doit d'une part convaincre la bourgeoisie de sa capacité à gérer les affaires du capital, d'autre part, convaincre la petite bourgeoisie que le P"C"F n'a plus de communiste que le nom, qu'il nelutte pas pour la dictature du prolétariat, pour la socialisation des moyens de production, enfin convaincre le prolétariat qu'il a des intérêts dans cette "union populaire".

Aujourd'hui, même si l'avancée de l'analyse des marxistes-léninistes, l'avancée de la rupture de la classe ouvrière avec le révisionnisme ne permet pas de résoudre toutes les questions ayant trait à la délimitation des alliés du prolétariat pour la révolution, il est possible et nécessaire de réfuter l'alliance contre révolutionnaire que veut tisser le P"C"F en examinant avec qui il veut unir le prolétariat, et sur les intérêts de quelle classe.

— Les ingénieurs-cadres-techniciens : pour s'assurer le soutien de ces éléments, le P"C"F a théorisé sa position : avec le développement des sciences et du machinisme, il se produirait une division dans le travail productif, à un pôle les travailleurs manuels (les ouvriers), à l'autre les travailleurs intellectuels (les ingénieurs, cadres, techniciens), et au même titre ces travailleurs seraient des esclaves salariés du capital, produiraient de la plus value. Une telle position qui assimile le "travail" de ces intellectuels à du travail productif repose sur la supercherie de la "science force productive directe" : l'intellectuel "porteur" de la science est comparé à l'ouvrier porteur de son outil ! Ainsi les révisionnistes refusent de montrer comment le capital enrole la science à son service pour surexploiter les ouvriers, ils refusent d'analyser le rôle de ces ingénieurs... dans le processus d'extorsion de la lus value, en onction de leur place dans l'usine (bureau des méthodes, service commercial,...). Que la place dans le processus d'extorsion ou de la réalisation de la plus value ne tranche pas en définitive le ralliement de certains d'entre eux, voire de fractions entières, à la révolution est exact. Mais ce qui est évident c'est que ce n'est nullement la préoccupation des révisionnistes : dans les luttes qu'engage la classe ouvrière, l'énergie mise par la CGT à gommer les contradictions qui opposent les ouvriers au personnel d'encadrement, à mettre en avant des revendications soi-disant communes entre ce personnel et la classe ouvrière, à défendre la hiérarchie, est parfaitement révélateur. Il s'agit de profiter des luttes du prolétariat pour faire avancer les revendications de promotion, de développement des responsabilités des ingénieurs, cadres, techniciens. On conçoit que de tels gages réussissent à attirer dans "l 'union populaire" des éléments qui vivent de l'exploitation du prolétariat.

— Les intellectuels : outre les intellectuels employés dans les usines, le P"C"F cherche à rallier plus largement les intellectuels de l'enseignement, de la recherche scientifique, les artistes, bref toute cette fraction de la petite bourgeoisie dont la fonction essentielle est de diffuser, reproduire, inculquer l'idéologie de la bourgeoisie, 4 chapitres de son programme de gouvernement y sont consacrés dans la partie "vivre mieux". Présentant la culture, le savoir, l'éducation comme simplement "mutilés par le manque de crédits", le P"C"F propose d'accorder des crédits supplémentaires pour qu'artistes, chercheurs, professeurs puissent mieux "s'épanouir", mieux diffuser le point de vue de la bourgeoisie. Pour bien montrer que ce n'est pas le point de vue du prolétariat qu'il défend, pour persuader qu'il ne cherche nullement à instaurer la dictature du prolétariat, le P"C"F développe largement dans son programme un chapitre sur les libertés démocratiques" qui ne sont rien d'autres que les libertés de la démocratie bourgeoise voulant ainsi se concilier les intellectuels apeurés par le souvenir de Staline et le sort fait, en URSS de son temps, aux petits bourgeois qui cherchaient à rétablir le capitalisme.

— Les paysans : avec leur organisation de masse de défense de l'exploitation familiale (le MODEF), les révisionnistes cherchent à amalgamer les paysans pauvres et les semi prolétaires de la campagne avec les paysans moyens. Attribuant simplement la ruine des paysans pauvres, la prolétarisation d'un nombre important d'entre eux à la malfaisance de quelques monopoles, le P"C"F répand l'illusion que la propriété privée de la terre peut, subsister et se développer pour ces couches de la paysannerie. Il veut ainsi cacher l'intérêt qu'ont ces couches à lutter pour une agriculture socialiste, à lutter pour le renversement du capitalisme aux côtés du prolétariat. Lesluttes pour la défense de l'exploitation familiale font de cette manière le jeu de la paysannerie moyenne.

— Les capitalistes des "P.M.E." Les capitalistes qui vivent de l'exploitation d'un nombre "relativement restreint" d'ouvriers sont appelés par le P"C"F à prendre part dans l'union populaire, parce qu'ils ne sont pas monopolistes. L'argument avancé est : *"qu'ils vivent sous la menace de la faillite ou de l'absorption par une grande firme capitaliste alors qu'avec un gouvernement démocratique ils se trouveraient un facteur de sécurité"*. Les 5 millions d'ouvriers (au minimum) qui travaillent dans ces entreprises sont ainsi fixés : le P"C"F veut que ces capitalistes puissent organiser leur exploitation en toute sécurité ! Le P"C"F cache soigneusement le fait que les patrons de ces PME comme ceux des monopoles capitalistes, extorquent, chacun avec leurs moyens propres, le maximum de plus value à la classe ouvrière, et le fait que la faillite ou l'absorption de ces PME traduit simplement la bataille acharnée des capitalistes pour le partage de la masse de cette plus value ! Le patron des PME est présenté comme une victime des monopoles au même titre que les prolétaires !

— Les "patriotes". Le rassemblement des couches qui précèdent n'est pas encore assez vaste au gré du P"C"F qui adresse ses appels aux "patriotes", à ceux qui refusent de voir brader l'intérêt national" par les monopoles. Qui sont ces "patriotes" ? Des éléments qui, soucieux de voir défendre leur intérêts, les intérêts de l'impérialisme français contre les autres impérialismes (allemands, anglais, U.S...) trouveraient la politique du gouvernement actuel, insuffisante ; le P"C"F leur promet de défendre activement leurs intérêts : essor du commerce extérieur, soutien aux entreprises nationales en difficulté dans la concurrence internationale, défense contre les monopoles étrangers qui tentent de pénétrer, renforcement de l'exportation dans les pays des peuples opprimés... Les révisionnistes dirigent particulièrement ces propositions vers les hauts cadres des entreprises nationalisées, vers les cadres supérieurs de l'appareil administratif de la bourgeoisie.

On pourrait continuer ainsi la liste des alliés que le P"C"F a découvert pour le prolétariat : par exemple chez les commerçants ; par exemple au sein même de l'appareil militaire de la bourgeoisie (police, armée). Dans cet appareil d'Etat que le prolétariat devra briser les armes à la main, les révisionnistes distinguent une fraction démocratique qui serait contrainte par les monopoles de réprimer contre son gré le prolétariat et les peuples des colonies et néocolonies.

De l'énumération de ces couches, des points sur lesquels le P"C"F les mobilise, se dégagent plusieurs conclusions :

— "l'union populaire" comprend dans ses rangs des irréductibles ennemis du prolétariat, des couches qui appartiennent à la cible de la révolution prolétarienne : exemple, les capitalistes des PME, les capitalistes "patriotes" adeptes de "l'intérêt national"...

— "l'union populaire" prétend regrouper la totalité des couches de la petite bourgeoisie sur la base de leurs intérêts propres.

— "l'union populaire", même si les révisionnistes affirment que le prolétarait est son noyau, se fait contre le prolétariat : systématiquement les intérêts du prolétariat sont bradés au profit de ceux de ses alliés.

Aujourd'hui démasquer systématiquement cette union populaire pour ce qu'elle est,une alliance contre révolutionnaire dirigée contre le prolétariat, est une tâche importante : c'est en luttant contre le révisionnisme que le prolétariat pourra s'ériger en force dirigeante, et qu'il pourra alors unir autour de lui ses vrais alliés pour la révolution prolétarienne.

1er mai 1972 : journalistes bourgeois et aristocrates ouvriers du "Livre" formaient le gros des troupes révisionnistes

restauration du capitalisme en URSS
développement de l'exploitation du prolétariat soviétique

SUITE DU NUMERO PRECEDENT

GAINS TOUJOURS PLUS ELEVES POUR UNE MINORITE DE PRIVILEGIES, SALAIRES DE MISERE POUR LES OUVRIERS

Les dirigeants des entreprises sont directement intéressés à l'accroissement des bénéfices, en prenant toutes les mesures possibles qui peuvent nuire aux travailleurs : bas salaires, licenciements, intensification du travail. En effet, les directeurs touchent des salaires des dizaines de fois supérieurs à ceux des ouvriers, et ces salaires augmentent en même temps que les bénéfices grâce à un système de **primes proportionnelles aux salaires** qui a été établi dans tout le pays.

Avec les primes, les capitalistes soviétiques veulent détourner les travailleurs des problèmes de gestion, de contrôle de la production, contrôle de son organisation et de son but, et les amener à travailler uniquement pour l'argent comme dans les autres pays capitalistes. En réalité, les promesses de primes ne sont que de la poudre aux yeux des ouvriers, puisque ce sont ceux qui touchent de gros salaires (les directeurs et les cadres) qui reçoivent de grosses primes, d'autant plus que les chefs d'entreprise ont eux-mêmes le pouvoir de fixer le montant des primes : en 67, le directeur du trust de construction de locaux industriels de Lipetsk a touché à 7 reprises des primes **en un seul mois**, soit plus de 1 300 roubles, c'est-à-dire **2 ans de salaire d'un ouvrier.**

Il en va à la campagne comme dans l'industrie : en 1965, le directeur du kolkhose des ouvriers de Bakou (Azerbaïdjan) recevait 1076 roubles par mois alors que chaque ouvrier en recevait 38. Près de Minsk (Biélorussie), dans certains kolkhoses, le personnel administratif qui représente 12% du personnel a reçu 42% de la somme totale versée aux autres membres. Ainsi près de la moitié du revenu gagné par les paysans dans les champs est allé au personnel administratif de rang supérieur.

Sans compter que certains membres de l'Académie des sciences, repaire d'experts bourgeois comme Libermann, touchent des salaires mensuels s'élevant jusqu'à 6500 roubles.

Avec ce système, les écarts se creusent sans cesse entre les revenus d'une minorité de privilégiés et ceux de la grande masse des travailleurs.

HAUSSE DES PRIX DES PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE POUR LES TRAVAILLEURS

Les travailleurs de l'URSS subissent comme dans tous les pays capitalistes, une hausse continue des prix, des denrées alimentaires en particulier. Par exemple, d'après les statistiques officielles d'URSS, 15 sortes d'articles de consommation principaux, dont la farine, les cotonnades, les chaussures etc... ont augmenté de 42% entre 59 et 65, tandis que le salaire des ouvriers n'augmentait que de 19% entre 59 et fin 64. De même en Pologne, pays également dominé par une nouvelle bourgeoisie révisionniste, l'augmentation de 20% en quelques jours des denrées de première nécessité avait été à l'origine des grandes grèves des ouvriers polonais en décembre 70.

Le gouvernement soviétique avait stipulé qu'à partir du 1er juillet 67, des entreprises ayant appliqué le "nouveau système économique" ont droit d'augmenter les prix de gros de leurs produits. Les dirigeants d'entreprise ne se le sont pas fait dire 2 fois : ils ont profité de l'occasion pour spéculer entraînant la hausse des prix de detail.

RETOUR AU CAPITALISME = RETOUR A LA PENURIE COMME A L'EPOQUE DES TSARS

Les travailleurs souffrent aussi beaucoup de la pénurie de denrées qui sont des éléments de base de leur nourriture. Le pain, nourriture de base du peuple soviétique, a connu une diminution de son approvisionnement de 6% en 68, la "gazette économique" journal révisionniste soviétique, a reconnu que la récolte de légumes de 67 avait été de 21% insuffisante. Les fruits sont pratiquement introuvables, notamment dans les villes. Le journal des syndicats "Troud" a admis qu'il n'y a pas de "viande dans de nombreuses cantines ouvrières". Tout ceci explique les longues files d'attente devant les magasins. Pour avoir des pommes de terre à Moscou, il faut aller les acheter de bonne heure au marché libre. La pénurie touche aussi des produits comme les textiles, les chaussures, les articles de bonneterie, les vêtements d'enfants, etc...

C'EST L'ANARCHIE DANS LA PRODUCTION ET LA LIBRE CONCURRENCE QUI ENGENDRENT LA PENURIE ET LA HAUSSE DES PRIX

Comment expliquer la pénurie et la hausse des prix continue de denrées de première nécessité pour les travailleurs, 50 ans après la révolution d'octobre ?

La clique Brejnev-Kossygine a encouragé les dirigeants des kolkhoses et des fermes d'état à déterminer *indépendamment* la direction dans laquelle leur production devait se développer et à établir des plans pour produire des types de denrées rapportant les plus gros bénéfices. A partir de 66, beaucoup de kolkhoses et de fermes d'état ont ainsi pour le profit, réduit arbitrairement la superficie des terres réservées à des cultures moins rentables, bien qu'elles soient plus importantes pour les besoins des masses dans la localité et accru les superficies de culture plus profitables, exploitant ainsi leur liberté de décider de leurs propres plans de production. Beaucoup sous un prétexte ou sous un autre ont refusé de respecter leurs contrats avec l'état, et ont vendu leurs produits à des prix élevés sur les milliers de marchés libres où s'écoulaient déjà en 69 la moitié des pommes de terre et 20% de la viande. A l'automne 71, des kolkhoses ont cessé d'approvisionner Moscou et d'autres grandes villes en légumes,parce qu'ils avaient décidé de construire leurs propres conserveries, en exploitant les travailleurs kolkhosiens, et de vendre leurs légumes en conserves sur le marché pour en retirer de plus grands bénéfices, faisant ainsi concurrence aux magasins d'état.

Le développement des "marchés libres" permet la libre concurrence. Sur une vaste échelle, les marchés libres dans diverses parties de l'URSS ont remplacé les magasins d'état ; les spéculateurs accaparent les marchés libres et haussent les prix comme bon leur semble. Les prix sur les marchés libres sont de 30, 50 et parfois 100% plus élevés que dans les magasins d'état. Dans certains cas, les kolkhoses se détournent même en partie de la production agricole, c'est ainsi que des ateliers pour la fabrication de bagues et de boucles d'oreilles, broches et autres articles de luxe, sont devenus la principale occupation dans de nombreux kolkhoses et fermes d'état de la région de Kostroma en république de Russie.

L'OPPRESSION ET LA REPRESSION SANGLANTE DES OUVRIERS ACCOMPAGNENT L'EXPLOITATION CAPITALISTE PAR LA CLIQUE REVISIONNISTE AU POUVOIR

Les travailleurs s'opposent à l'exploitation croissante dont ils sont victimes. Aussi pour faire face à la révolte des travailleurs, la dictature des révisionnistes renforce la répression. accroît les pouvoirs des tribunaux, développe les unités de police motorisée et de flics en civil dans les grandes villes notamment. Dès décembre 66, au terme de la 1re année de mise en vigueur du "nouveau système économique", la clique Brejnev-Kossygine a fait adopter par le CC du P"C"US une résolution sur le renforcement de la "discipline du travail" qui appelle "à cultiver le sens de la responsabilité chez les ouvriers en appliquant de façon scrupuleuse les ordres et les instructions de l'administration, à développer et à renforcer le principe de gestion de la production par un homme seul".

En plusieurs points du territoire soviétique, les dirigeants révisionnistes ont fait intervenir l'appareil militaire du nouvel état capitaliste qu'ils contrôlent, pour réprimer les ouvriers en lutte. Ainsi, en juin 67, les manifestations ouvrières furent réprimées dans le sang par les tanks et les blindés à Tchimkent, en Asie centrale soviétique : des dizaines de personnes furent tuées sur place, et beaucoup d'autres blessées ou arrêtées, comme à Gdansk en Pologne en 70 où les compères polonais des révisionnistes soviétiques firent massacrer des dizaines d'ouvriers parmi ceux qui manifestaient contre la hausse des prix.

OPPRESSION ET EXPLOITATION CAPITALISTES EN URSS : PAS DES CAS ISOLES MAIS LA CONSEQUENCE DE LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Pour essayer d'apaiser le mécontentement des travailleurs et maintenir sa domination réactionnaire, la clique Brejnev-Kossygine essaie de présenter l'exploitation capitaliste comme des "cas isolés" ; c'est ainsi que la presse soviétique monte en épingles "certains cas" où des chefs d'entreprise ont détourné des fonds, fait du marché noir, ou utilisé les moyens de production pour fabriquer autre chose que ce qui était prévu par le plan de l'entreprise, afin de réaliser des profits plus grands : tout ceci serait des exceptions que le gouvernement soviétique "dénonce". La clique Brejnev-Kossygine s'attaque aussi à des boucs émissaires, destituant des hauts fonctionnaires et des ministres, notamment le ministre de l'industrie alimentaire, en janvier 70, qu'on rendit responsable de tous les maux, en particulier de la pénurie. Déjà, Krouchtchev avait changé 6 fois de ministre de l'agriculture, le rendant responsable de la désorganisation de l'agriculture. La clique Brejnev-Kossygine voudrait faire oublier que les problèmes de plus en plus graves de l'économie soviétique, l'exploitation capitaliste dont souffrent les masses, les cas de fraude, de marché noir, tout ceci est rendu possible par une politique d'ensemble : celle de la nouvelle bourgeoisie qui détient aujourd'hui le pouvoir en Union Soviétique et qui n'agit que pour servir ses intérêts de classe.

des rêves pour détourner les jeunes de la révolution

Dans le cadre d'une épuisante et stérile campagne de mobilisation de la jeunesse, les révisionnistes ont présenté un morceau de choix : un interview de jeunes sur le thème mobilisateur "A quoi rêve-t-on avec des salaires de jeunes ?" (Huma 24/5/72).

Et c'est ainsi, puisqu'ils se font un point d'honneur de mobiliser les "jeunes de toutes les professions" du futur O.S. au futur ingénieur, qu'ils sont allés trouver un PI à 122 000 AF par mois, une employée des allocations familiales à 88 000 AF, un P2 à 155 000 AF, un couple de fonctionnaires à 250 000 Af et de dessinateurs à 355 000 AF.

Première remarque : ils ont soigneusement oubliés les O.S. au profit de jeunes OP et de jeunes relativement bien payés (y noyant intentionnellement un employé qui gagne moins de 90 000 AF pour faire illusion), par rapport aux moyennes nationales que eux-mêmes mentionnent : 696 F de 16 à 19 ans ; 960 F de 20 à 25 ans.

Mais la sélection révisionniste ne s'arrête pas là. Elle s'opère encore au niveau du choix des rêves : un appartement confortable pour Patrik (P2 à 155 000 AF) qui par ailleurs **"pour pouvoir aller faire du ski tous les 15 jours cet hiver, a fait des dettes"** *; une petite maison en Périgord pour passer les vacances. Et de s'étendre longuement sur les malheurs du couple de dessinateurs qui avec deux enfants et 355 000 AF* **"s'en sortent difficilement parce qu'ils ne veulent pas se priver"**

Qu'est-ce qui intéresse les révisionnistes ? Les revendications des ouvriers les plus fortement influencés par la bourgeoisie et celles des petits bourgeois. Et c'est leur idéal de mieux vivre bourgeois qu'ils veulent proposer aux jeunes ouvriers les plus exploités qu'ils prétendent mobiliser. Leur manœuvre apparaît clairement : détourner les aspirations légitimes des jeunes ouvriers aux loisirs et à une vie indépendante dans un appartement correct, vers le souhait petit bourgeois de la possession privée d'un appartement ou d'une résidence secondaire ; et plus, au fond détourner de leur cible les aspirations à la révolution d'une partie de la jeunesse.

Voilà qui éclaire le mot d'ordre "le droit d'être jeunes" sur lequel les révisionnistes ont prétendu mobiliser largement la jeunesse le 27 mai. Qu'ils aient mobilisé peu de monde n'a rien d'étonnant quand bon nombre de jeunes O.S. ont montré dans les dernières luttes que leur souci c'était le combat de classe.

abonnements

	France	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F
	Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	100 F 50 F

CGT et CFDT contre la grève des travailleurs immigrés de Davum-Martigues

Sur les revendications des ouvriers et la signification de la lutte, voir Front Rouge du 11 mai 72.

UNE LUTTE DECLENCHEE SPONTANEMENT PAR LES OUVRIERS

La lutte a été déclenchée sans préparation, mais très vite organisée par les ouvriers qui ont établi eux-mêmes leurs revendications et se sont constitués en comité de grève. Les ouvriers n'ont contacté la CFDT qu'une fois la grève déclenchée. CGT ou CFDT : les ouvriers n'avaient aucune préférence, ils voulaient un syndicat.

PENDANT TROIS SEMAINES LA CFDT LAISSE FAIRE, COMPTANT SUR LE POURRISSEMENT DE LA GREVE

— Le comité de grève s'est appelé comité de grève CFDT, mais "CFDT" n'était qu'une étiquette.

— La CFDT n'a organisé aucun soutien durant toute la grève. Le soutien des grévistes n'a été pris en charge que par des organisations révolutionnaires. Une collecte a été organisée à Marseille à un congrès de la CFDT, seulement au moment où celle-ci sabotait ouvertement la lutte sur le chantier.

— La seule activité de la CFDT pendant trois semaines a été de vendre des cartes et de convoquer des assemblées générales, une bonne occasion pour se poser en organisation soucieuse de "démocratie".

AU BOUT DE TROIS SEMAINES, LA CFDT SABOTE OUVERTEMENT LA GREVE EN APPUYANT LES MANŒUVRES PATRONALES

— Suite à des négociations direction-syndicats (CGT, CFDT), qui n'avaient rien donné, les ouvriers réunis en assemblée générale, votèrent à une très grosse majorité la continuation de la grève.

— Le lendemain, le patron pénètre derrière les gendarmes dans le chantier et organise un vote à bulletin secret, avec la participation de la maîtrise, des "jaunes", et d'ouvriers d'autres chantiers de la région non en grève. Résultat de ce vote truqué : une "majorité" pour la reprise.

— La CFDT considère le vote comme "valable", et tente de le faire accepter aux ouvriers, en l'imprimant et l'affichant dans toutes les baraques.

— Elle présente comme une "victoire" l'acceptation par le patron de délégués du personnel, alors qu'aucune revendication n'est satisfaite.

— Les ouvriers les plus combatifs veulent continuer la lutte, ils bloquent les portes du chantier et reforment un piquet.

— La CFDT traite alors les ouvriers "d'irresponsables", elle essaye de les démoraliser : pour cela elle leur dit que personne ne les soutient et elle utilise les "explications" ...du journal local du P"C"F la "Marseillaise", qui estime que "les conditions économiques de la région ne sont pas favorables à une grève". Comme quoi, dans les moments où il s'agit de briser la lutte des travailleurs, les arguments révisionnistes de la CGT et du P"C"F peuvent être repris tels quels par la CFDT.

LES ILLUSIONS SUR LA CFDT

Un ouvrier a dénoncé en assemblée générale les positions de la CFDT, en expliquant :

— que l'acceptation par le patronat des délégués du personnel n'était pas une victoire, mais seulement un droit acquis depuis longtemps.

— qu'un mouvement de soutien avait été organisé par les révolutionnaires et qu'il était possible de l'élargir.

La-dessus, les ouvriers réagirent contre la CFDT, en signant une feuille comme quoi ils continuaient la grève.

Mais quelques jours après, la plupart des ouvriers retiennent de la CFDT surtout l'attitude *individuelle* de tel ou tel délégué, jugeant par exemple comme "bon" celui qui est venu au début de la grève pour vendre des cartes, et comme "mauvais" celui qui est venu pour organiser la reprise du travail.

Face à l'attitude de la CFDT, certains voulaient aller à la CGT alors que ce syndicat a fait le silence sur la grève, a refusé d'en parler dans ses défilés et ses meetings locaux du 1er mai où il a empêché les ouvriers de Davum de prendre la parole.

Ainsi, la dénonciation de la CFDT et de la CGT, faite seulement sur la trahison de la lutte, n'a pas permis aux travailleurs d'y voir clair, sur la politique suivie par ces syndicats.

LE SOUTIEN DES GROUPES REVOLUTIONNAIRES

— GR (tendance du PSU) et groupe ouvrier maoïste de Fos-Martigues : ces camarades sont intervenus très activement pour soutenir la grève.

- popularisation de la lutte. Lorsque la grève s'est arrêtée à Davum, ils s'apprêtaient à faire mettre une usine en grève par solidarité ; ils ont fait venir des paysans pauvres qui ont apporté des légumes gratuits.
- dénonciation en assemblée générale et en discussions restreintes des positions de la CGT et de la CFDT dans la grève. Mais tout ce qu'ils ont proposé aux ouvriers, c'est de se détacher des syndicats à cause de la trahison de la grève, et de tirer le bilan pour que les ouvriers s'organisent mieux la prochaine fois. Ils n'ont donné aucune explication dépassant le cadre de l'usine. Le seul but proposé aux ouvriers c'est : mener une lutte revendicative à la victoire en regroupant les plus combatifs et en passant par dessus les syndicats.

— la CDP (Cause du Peuple) : les militants de la CDP ont apporté un soutien matériel : collectes, présence au piquet de grève, tracts pour faire connaître la lutte etc..., mais pas un mot de politique, pas un mot même pour dénoncer la trahison de la CGT et de la CFDT : la CDP abandonne toute lutte contre le révisionnisme et le réformisme.

Puisque la grève était dure à Davum, et que les ouvriers s'étaient organisés, la CDP ne voyait pas d'autres choses à faire que soutenir matériellement, elle n'a jamais essayé de porter la lutte à un niveau supérieur, en expliquant les causes de la situation actuelle de la classe ouvrière et la nécessité de se préparer à la destruction du système impérialiste.

NOTRE INTERVENTION DANS LA GREVE

Tout en participant à la lutte dans la mesure de nos forces, tout en participant à l'organisation du soutien dans la région et à Marseille, nous avons apporté des explications politiques chaque fois que c'était possible :

— à la manif des ouvriers de Davum le 1er mai : distribution d'un tract reliant la lutte des peuples opprimés représentés par le Vietnam, et les luttes des couches les plus exploitées de la classe ouvrière.

— tract de soutien montrant la double exploitation par l'impérialisme des peuples opprimés et des travailleurs immigrés en France.

— dans les tracts et les discussions individuelles avec les ouvriers, nous avons dénoncé la CFDT et la CGT en expliquant que ces syndicats s'opposent à la révolution prolétarienne et qu'à cause de cela ils s'opposent même aux luttes dures revendicatives des couches les plus exploitées parce qu'ils veulent camoufler la contradiction violente bourgeoisie-prolétariat, ils veulent s'allier avec certaines couches de la bourgeoisie telles que les cadres, et ils craignent que les luttes rendent les ouvriers réceptifs aux idées révolutionnaires.

Correspondant Martigues

Il y a un an mourait

FRANÇOIS MARTY

Il y a un an, le 29 mai 1971, mourait le camarade Marty. Responsable des F.T.P., militant du P."C".F., fondateur et dirigeant du PCMLF, François Marty a toujours fait preuve d'une confiance inébranlable dans le marxisme-léninisme, dans la classe ouvrière et dans son Parti.

Fidèle au marxisme-léninisme, il a mené, dès la libération, une lutte implacable contre le révisionnisme. Dès 1944, il s'oppose au désarmement des F.T.P., et à la collaboration avec la bourgeoisie française. En 1956, contre la "déstalinisation", il défend la mémoire et les principes de Staline. En 1962, contre l'offensive scissioniste dans le Mouvement Communiste International, il défend les justes positions des communistes Chinois et Albanais.

Persuadé de la nécessité d'un parti de la classe ouvrière de France, il a lutté, dès son exclusion du P."C".F. en 1962, pour reconstruire le parti, l'instrument indispensable pour faire la révolution en France. En 1967, il participe au congrès de Puyricard qui crée le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Quand l'opportunisme a réussi à diviser temporairement les marxistes-léninistes, nous nous sommes trouvés séparés du camarade François Marty. Mais son implacable lutte contre le révisionnisme, y compris dans nos rangs, son inébranlable esprit de Parti, inspirent les communistes qui poursuivent aujourd'hui le combat de F. Marty.

Et c'est le fait que des camarades de la trempe de François Marty n'ont pas encore rompu avec l'opportunisme, qui doit nous conduire à mener aujourd'hui de manière conséquente la bataille pour l'unité des marxistes-léninistes sur une ferme base de principes.

SCPC Clermond-Ferrand

7ème semaine de grève

Dans notre numéro 26, nous avons exposé la situation dans la boîte et l'historique de la lutte depuis le 17 avril. Aujourd'hui, la grève avec occupation continue. Malgré les manœuvres du patron, malgré le jugement d'expulsion de la justice bourgeoise, et surtout malgré la trahison ouverte de la CGT. En un mot, les ouvriers de la S.C.P.C. approfondissent la contradiction qui les oppose à la bourgeoisie. Cette bourgeoisie se montre sous trois visages : le patron, l'Etat bourgeois, les révisionnistes. Il nous faut à partir de cet exemple, dégager ce que les marxistes-léninistes peuvent et doivent faire pour que cette contradiction passe du niveau spontané à quelque chose de plus durable, la conscience politique du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière.

D'abord les faits :

Le patron a longtemps posé avant toute négociation le préalable de l'évacuation de l'usine ! Il a même prétendu ne pas avoir le pouvoir de négocier. Il a fait diffuser un tract mensonger, par les jaunes, dans la zone industrielle, prétendant que les ouvriers avaient des salaires bien supérieurs à ceux qu'ils ont réellement. Il a avoué, par la suite devant le tribunal, qu'il ne savait pas lire une feuille de paye ! Enfin, il a fait savoir qu'il négocierait sans préalable (en voulant "ignorer" la poursuite de l'occupation) le vendredi 19 mai. Ses propositions ? 50 F de prime le matin, portés à 80 F l'après-midi, plus un pourcentage individualisé "en fonction de l'efficacité" pour l'atelier "Décor" et "Fabrication" ; prime fixe de 50 F pour les mécanos. Donc propositions de division et bien inférieures aux revendications (0,80 F d'augmentation pour tous et suppression des primes) ; une prime annuelle de 300 F en 2 fois (Juillet et Décembre) à la place du 13e mois ; une prise en charge de 15 centimes pour la car (qui coûte 80 cent.) à la place du transport gratuit. Les ouvriers n'avaient pas fait 6 semaines de grève pour des miettes ! Ils ont refusé et les contacts ont depuis lors rompus, le patron déclarant qu'il ne négocierait pas avec des "inconscients".

Ceux qu'ils estiment "conscients", ce sont les révisionnistes de l'UL-CGT. C'est normal, ce sont des candidats à une "gestion loyale du capitalisme". Le samedi 13 mai, la CGT a organisé un vote à bulletin secret à la porte de l'usine sur la proposition patronale d'évacuer l'usine pour négocier, vote qu'elle a dépouillé à l'UD-CGT : 49 votants non-grévistes (sur 170 ouvriers et employés). Le 17 mai, la CGT envoie à l'adresse de chaque travailleur (adresses fournies par le patron) une invitation à une réunion d'information à l'UL. Le comité de grève y envoie 3 personnes (1 inorganisée, 1 CFDT, 1 CGT) qui se font virer, avant de pouvoir ouvrir la bouche, parce qu'"on n'a pas besoin de grévistes, ici" ! ! !

Le 17 mai toujours, alors que le jugement d'expulsion vient d'être prononcé à 17 h, l'UL-CGT fait savoir à 17 h 30, au nom du CNPF, que "si on évacue sans incident avant 13 h demain, la direction négociera". La justice bourgeoise a donné, bien sûr, raison au patron, mais elle n'a pas encore lâché ses flics... Elle comptait sur la lassitude des travailleurs, et surtout sur les faux communistes qui ont tenté de briser la grève. Le vote, toujours à bulletins secrets, organisé le 23 par la CGT a été un nouveau fiasco : 44 pour les propositions patronales, 18 contre, 106 absentions. Le comité de grève et la CFDT appelaient à l'abstention.

Le mouvement continue :

Le moral des grévistes est excellent. La manifestation du 15 mai a été un gros succès. Celle du 25 mai le fut un peu plus encore, en quantité et en qualité. La solidarité se renforce. La trahison de la C.G.T. est évidente, nos camarades sur place s'efforcent d'apporter les explications politiques indispensables sur la ligne bourgeoise du parti qui se dit communiste, et sur la nécessité d'un parti authentiquement marxiste-léniniste. Dans ce travail, nos camarades ont aussi à combattre le réformisme de la C.F.D.T. qui, sans s'opposer le moins du monde à l'action, s'en tient aux revendications immédiates et n'élève aucunement la conscience révolutionnaire des ouvriers en lutte. Pour jouer leur rôle de vrais communistes, nos camarades, à partir de l'expérience concrète des ouvriers, expliquent qu'il ne s'agit pas seulement des ouvriers de la S.C.P.C. contre Desjonquières/St-Gobain mais de la lutte de classe contre classe qui opposera le prolétariat à la bourgeoisie jusqu'à la prise du pouvoir par les ouvriers en armes !

Nos camarades ne doivent pas être des bavards loin de l'action, comme l'A.J.S., ni se contenter de soutenir matériellement, comme la Ligue Trotskyste, l'U.C.F. et la C.D.P., ils doivent être actifs dans le comité de soutien, actifs dans leur travail autonome, apporter des explications politiques claires.

C'est ainsi que les idées marxistes-léninistes pourront fusionner avec le mouvement de masse, que la classe ouvrière s'organisera pour remplir son rôle historique : balayer l'exploitation et instaurer la dictature du prolétariat par la révolution prolétarienne armée. C'est ce que craint la bourgeoisie, c'est ce que craignent les révisionnistes, c'est ce à quoi la classe ouvrière aspire, c'est notre devoir de communistes.

Correspondant Clermont-Ferrand

nouvelles galeries - Thionville

6ème semaine de grève

Les employés des Nouvelles Galeries de Thionville, en majorité des femmes, sont en grève depuis le 17 avril. Elles réclament :

— les 1 000 F bruts.
— 200 F d'augmentation pour tous
— 300 F de primes de vacances pour tous.
— paiement intégral de la journée réelle de travail (heures supplémentaires, transport).
— temps de pause autorisé
— vider les chefs, flics parasites
— pas de licenciements, titularisation des auxiliaires, embauche.

Dès le début, la grève est dure. Un piquet bloque les portes de l'entrepôt de Richemont. La direction répond par le silence et la répression violente. A plusieurs reprises, les flics chargent le piquet des grévistes. Le cadre Deniort fonce sur le piquet en voiture, les grévistes ripostent en cimentant les portes et, en expliquant largement leur lutte à la population. La solidarité se développe. Les flics chargent à plusieurs reprises des manifestations et des meetings de soutien devant le magasin de Thionville et finissent par occuper le magasin. Une délégation de 80 grévistes monte à Paris accompagner les permanents C.F.D.T. auprès de la direction générale qui a refusé toute négociation sous le prétexte que les salaires avaient augmenté de 16% en un an et demi. L'occupation reprend aussitôt.

Une telle détermination, une telle combativité n'a rien de surprenant, étant donné la dureté des conditions de travail de ces employés. Des salaires de misère, les plus bas de la région. Une discipline de fer : pas le droit de s'asseoir ; pas le droit d'aller aux W.C. plus de 2 fois par jour ; pas le droit de parler ; des sanctions pour quelques minutes de retard, alors qu'elles travaillent plus de 10 h par jour, avec un minimum de temps pour manger et un temps de transport que la direction ne paie pas. Pas d'infirmerie, quelques boîtes de pharmacie mais vides. Des cadences infernales dans les entrepots. Les employées des Nouvelles Galeries n'ont vraiment rien à perdre sinon leurs chaînes. En effet, être employée aux Nouvelles Galeries ne signifie pas être une petite bourgeoise. Le travail qu'elles font dans les entrepôts est souvent du même type que celui des ouvrieres d'usine. Comme les ouvriers et les ouvrières d'usine, elles subissent les effets de la paupérisation, des conditions de travail qui s'aggravent, du chômage, des bas salaires. De plus dans une région comme la Lorraine, où le chômage est intense, aller travailler aux Nouvelles Galeries, ça ne veut pas dire refuser d'aller faire un boulot d'usine jugé méprisable et dégradant. On prend ce qu'on trouve, à plus forte raison pour les femmes pour qui les problèmes d'emploi sont encore plus aigus. Hier c'était l'usine, demain elles y retourneront au gré de l'offre capitaliste.

Les revendications des grévistes des Nouvelles Galeries rejoignent celles des ouvriers les plus exploités, qui sont entrés en lutte au cours de cette année : contre les salaires de misère, augmentation non hiérarchisée. Contre la montée du chômage, augmentation de l'embauche, pas de licenciements répressifs. Contre le despotisme patronal. Comme les ouvriers et les ouvrières d'usine, elles ont intérêt à la révolution, elles ont leur place dans ses rangs.

Correspondant Thionville

la guerre de destruction du nord : un aveu de défaite devant la victorieuse offensive des FAPL

Le blocus de Hanoï et des autres ports de la RDV est décidé depuis trois semaines, et prenant pour la réalité son désir de voir l'impérialisme US vaincre, la presse bourgeoise française copie ses confrères de Saïgon et parle d'un ralentissement de l'offensive populaire et d'une contre offensive fantoche. Il faut vouloir faire passer le blanc pour le noir, pour voir une contre offensive dans les misérables sauts de puce des troupes d'"élite" fantoches derrière les lignes des FAPL. En effet, Thieu a battu le rappel et réuni les quelques 1.500 mercenaires encore sûrs qu'il a pu trouvés et les a parachutés dans le Quang Tri libéré par les FAPL depuis plusieurs semaines : le lendemain, les "valeureux" fusilliers marins fantoches rejoignaient leur base en 4e vitesse. Voilà la fameuse opération "raz de marée" censée galvaniser le moral plutôt bas des troupes fantoches. Dans le même ordre d'idées, Thieu a organisé la "défense" de Hué, aidé en cela par 40 experts US parachutés en catastrophe pour diriger les opérations. C'est-à-dire qu'il a fait occuper Hué par ses derniers mercenaires de confiance valides, les mêmes fusilliers marins qui s'étaient rendu célèbres en 68 après l'offensive du Tèt en organisant le pillage des villes qu'ils étaient censés "libérer". En fait de contre offensive saïgonnaise, c'est la "guerre des langues" qui bat son plein, l'offensive du bluff dans les salles de rédaction, où les généraux fantoches sont bien plus à l'aise que face aux FAPL.

Sur le terrain, la vérité est tout autre. Le gros des troupes fantoches est toujours cloué dans la région de An Loc et le long de la rivière My Chanh, près de Hué, où les FAPL les obligent à des combats incessants et meurtriers. Pendant ce temps la province de Phuoc Tuy, à quelques dizaines de kilomètres de Saïgon, et complètement dégarnie des troupes fantoches expédiées sur An Loc, devient une nouvelle zone libérée. Au centre, des combats de rue font rage dans Kontum où les F.A.P.L. repoussent les fantoches, maison par maison. En minimisant la bataille pour Kontum la presse bourgeoise veut cacher que la libération de Kontum sera aussi importante que celle de Quang Tri, ce sera le signe de la libération de toute la région des plateaux du centre.

A propos du blocus de la R.D.V.N., la "guerre des langues" va également bon train. A en croire les communiqués américains, la R.D.V.N. serait complètement isolée, les bateaux bloqués loin des côtes, et la voie ferrée reliant Hanoï à la Chine, coupée. Il faut croire que Nixon voit la réalité plus noire que les communiqués officiels puisqu'il a pris le 23 mai la décision de franchir un nouveau pas dans l'escalade : le bombardement d'objectifs économiques. Cette décision, c'est la destruction systématique de la R.D.V., et c'est de Moscou que Nixon a signé cet ordre. Désormais, l'aviation US va pratiquer à grande échelle et au grand jour, ce qu'elle faisait depuis longtemps sans l'avouer, le bombardement d'usines,de centrales électriques et de digues. Et bombarder des centrales et des usines, c'est décider de liquider l'industrie nord-vietnamienne ; bombarder des digues, c'est décider d'inonder et détruire les récoltes, donc d'affamer la population. Décidément Nixon, digne émule du nazi Hitler, dépasse de loin son maître.

L'objectif de Nixon, c'est de mettre le peuple vietnamien à genoux, de le contraindre à accepter une "paix" américaine, un compromis avec le fantoche Thieu, une nouvelle forme de la domination américaine. Et comme les bombes ne suffisent pas, Nixon fait appel à la collaboration du social-impérialisme soviétique. Quelle est en effet la signification de tout le battage fait autour de "l'aide soviétique" au Vietnam, sinon de créer l'illusion d'un engagement profond de l'U.R.S.S. et qu'un conflit est près à éclater au Vietnam entre l'U.R.S.S. et les U.S.A., entre les 2 superpuissances ?

Or les conversations de Moscou sont là pour prouver que Nixon et Brejnev ne sont pas prêts à sacrifier leurs accords, leur collaboration. Ils n'ont nullement l'intention de se battre pour le Vietnam. La menace d'un conflit généralisé n'est en fait qu'une nouvelle manœuvre pour pousser le peuple vietnamien à accepter un compromis, dans le but soit disant de "sauvegarder la paix mondiale". Et les révisionnistes français qui colportent depuis des années le même genre d'inepties sur "l'invincible puissance US", et "la nécessité d'une paix raisonnable sont les premiers à appuyer la manœuvre.

Mais Nixon, comme Brejnev, fait un mauvais calcul. Les vietnamiens n'oublient pas les paroles d'Ho-Chi-Minh ! : "rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté" ; et le gouvernement de la R.D.V. prend aujourd'hui des mesures radicales pour pouvoir poursuivre la lutte jusqu'à la victoire. Les principales usines sont éparpillées dans la campagne, et Hanoï peut être détruit, le peuple vietnamien continuera le combat jusqu'à la victoire totale : le Nord restera debout et le Sud sera libéré.

de lyon... ...vive le vietnam héroïque

L'offensive du peuple vietnamien a posé avec force aux militants marxistes-léninistes la nécessité d'organiser un soutien à la lutte du peuple vietnamien au sein de la classe ouvrière.

Dans une "Majo" (Maison de jeunes ouvriers) et un foyer d'immigrés nous avons mobilisé jeunes et immigrés pour assister à une projection de film suivie d'un débat. Une quarantaine de personnes sont venues à cette projection Une dizaine ont participé au débat.

Les ouvriers présents à cette projection ont condamné résolument la politique de rapine et de guerre qui est celle de l'impérialisme US en Indochine. Un jeune ouvrier africain a montré comment le peuple vietnamien mène le combat identique à celui des peuples du Tchad, du Cameroun contre l'impérialisme français.

Nous avons fait plusieurs interventions de ce type en divers endroits. Ces initiatives ne sont pas un travail à côté du travail quotidien de liaison avec la classe ouvrière en vue de la révolution prolétarienne. Au contraire, elles en sont partie intégrante, et parfois en sont l'aspect principal, en particulier parmi les immigrés. Le travail anti-impérialiste n'est pas une activité annexe des tâches de préparation politique et matérielle de la révolution en France. Il en est partie intégrante et nécessaire : au cours de ce travail des démarcations apparaissent, une lutte politique et idéologique est nécessaire, non seulement contre les conceptions chauvines, mais encore contre les conceptions anarcho-syndicalistes.

Ces formes d'agitation-propagande sont très utiles pour ce travail. Ce ne sont pas seulement des milliers de tracts qui sont distribués. Au cours de la réunion les militants marxistes-léninistes, mais aussi de simples participants à la réunion ont combattu les positions sur : "Le Tchad est indépendant", ou "au Vietnam c'est le Nord qui envahit le Sud". Avec ces formes d'agitation propagande, les militants communistes font la preuve de leurs capacités à répondre aux problèmes politiques posés par les masses. Surtout ces formes de réunion permettent de révéler des éléments avancés, ayant une conscience politique plus élevée, battant en brèche le révisionnisme sur ce point fondamental de notre activité ; des discussions longues et approfondies ont pu être menées par la suite avec certains participants.

A partir d'une de ces réunions nous avons proposé à certains participants de poursuivre un travail de soutien politique et matériel au peuple vietnamien. Ainsi peuvent être menés en même temps un travail d'éducation en direction des éléments les plus conscients, et de mobilisation pour une tâche des marxistes-léninistes, que non seulement l'actualité immédiate, mais la situation générale nous impose : mobiliser la classe ouvrière pour détruire l'impérialisme, mener la révolution prolétarienne armée, instaurer la dictature du prolétariat.

Correspondant

...vive la chine rouge

250 à 300 personnes se sont réunies ce soir à l'appel de notre journal pour un meeting de soutien et d'information sur la Chine populaire.

Les exposés sur l'édification du socialisme, sur la politique extérieure internationaliste de la Chine et l'édification du PCC ont permis à l'assistance composée pour 1/4 de camarades ouvriers, de fonder plus solidement leur amitié avec le peuple Chinois.

L'assistance a applaudi vigoureusement une camarade de l'A.E.O.M. venue rendre compte de la ,lutte héroïque du peuple Malgache contre l'impérialisme français.

Elle a adopté une motion de soutien à l'offensive du peuple vietnamien.

Correspondant

la guerre du peuple est invincible

Cadres discutant comment organiser la population pour faire face aux opérations de ratissage.

La puissance du mouvement de libération nationale au Vietnam n'est pas uniquement d'ordre militaire : elle est fondamentalement d'ordre politique. La victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme découle de l'application créatrice de 4 grands principes marxistes-léninistes :

1. c'est le peuple qui fait l'histoire
2. la guerre n'est que la continuation de la politique
3. le parti commande aux fusils
4. l'homme est le capital le plus précieux, non le matériel.

LUTTE POLITIQUE ET MILITAIRE

Comment au Sud Vietnam se réalise la liaison entre lutte politique et lutte armée ? Le Parti Révolutionnaire du Peuple, partie prenante du Front National de Libération (FNL) et qui joue un rôle important dans l'impulsion de la lutte armée, répond en mettant l'accent sur les conditions politiques : *"Nous mettons l'accent sur le Front, nous disons toujours que c'est la plus grande unité possible de toutes les couches de la population sud vietnamienne qui est le gage de la victoire le plus sûr, mais nous répétons aussi sans arrêt que l'unité en elle-même ne suffit pas, et qu'il faut une direction correcte."*(1) Le PRP, pour expliquer comment se réalise le lien entre lutte politique et lutte militaire sous le drapeau du FNL, se réfère constamment aux leçons de la Première Résistance : *"l'armée est un instrument de la Révolution, non l'inverse. Elle est aussi un instrument du parti. Sans Parti, il n'y a pas d'idéologie capable de diriger clairement le combat."*

Dans la guerre du peuple, l'aspect déterminant, c'est la liaison avec les masses. Le travail politique doit rallier sur des bases politiques solides, le plus grand nombre possible de gens à la nécessité d'une lutte de longue haleine.

Les militants révolutionnaires ont développé un patient travail politique pour s'intégrer le plus complètement possible aux masses. Par exemple, pour gagner la confiance des minorités nationales des Hauts Plateaux, que les impérialistes cherchaient à dresser contre les vietnamiens de la plaine, des cadres révolutionnaires, originaires des plaines, sont allés vivre avec eux, adoptant totalement leur mode de vie primitif, se limant les dents et mangeant de la viande crue faisandée. Partout, les militants doivent "respirer le même air que le peuple". Profitant des contradictions du néo-colonialisme qui parle de Démocratie tout en employant des méthodes de répression fascistes, la lutte politique vise à les aggraver. Elle permet de mobiliser massivement la population (manifestations, pétitions) et de paralyser localement, au moment voulu, l'administration et l'armée fantoche. La lutte politique élève la conscience des masses ; la répression de cette lutte va faciliter la pénétration rapide dans les masses de la propagande révolutionnaire à la violence réactionnaire, il faut opposer la violence révolutionnaire. Pour desserrer l'étau de la répression sur les villages, donner confiance à la population, renforcer et élargir la mobilisation politique, les militants révolutionnaires prennent l'initiative des premières formes de lutte armée : liquidation des fantoches les plus haïs, des traîtres et espions au service de Diem et des impérialistes. Cela permet de développer le travail politico-militaire, d'élargir la lutte armée en organisant des milices villageoises d'auto-défense, et de développer les capacités créatrices et l'initiative des masses (pièges ancestraux contre les grands fauves pour piéger... les impérialistes etc...)

Lorsque le FNL prend un village après y avoir établi des bases politiques solides, il y applique toute une série de mesures en faveur du peuple. Il encourage la population à confisquer les terres des féodaux liés à l'impérialisme et à les distribuer aux paysans pauvres , à se donner une administration élue, rattachée au GRP. Il forme ensuite et arme une unité d'auto-défense. Ainsi, quelque soit ensuite le déroulement de la lutte, le FNL a créé une nouvelle base inattaquable par l'ennemi : "une base dans le cœur du peuple est l'aspect principal, la lutte sur le front diplomatique, l'aspect secondaire, mais le secondaire n'est pas négligeable et les vietnamiens ont remporté sur ce front des victoires bien réelles qui n'ont fait que renforcer le rapport de force militaire en leur faveur : l'offensive victorieuse du Têt a contraint les Américains à accepter l'ouverture de négociations. Qu'on se souvienne des discussions préliminaires à la Conférence de Paris en 1968 : les longues discussions sur la forme de la table n'étaient pas des querelles byzantines mais une lutte diplomatique victorieuse menée par la R.D.V., qui a contraint les impérialistes US à reconnaître, de fait, la légitimité et la représentativité du F.N.L. qu'il avait jusque là voulu ignorer. Cette victoire diplomatique a renforcé "le poids politique" du F.N.L. Ce qui est important pour les peuples du monde mais aussi pour la fraction de la population sud vietnamienne des grandes villes sous la coupe de Thieu. Cela a, par contre coup, renforcé le discrédit du régime Thieu et sans doute contribué au développement des luttes politiques dans les grandes villes du Sud Vietnam. Les négociations de Paris sont une tribune d'où les révolutionnaires vietnamiens peuvent s'adresser largement aux peuples du monde et isoler davantage encore l'impérialisme US et ses valets. Ils y ont fait preuve de leur désir sincère de Paix dans l'Indépendance et la Liberté.

Il y ont fait la preuve que les "paroles de paix" de l'impérialisme US ne sont qu'un rideau de fumée : c'est aujourd'hui encore le sens de leur exigence de reprise des négociations. Mais les vietnamiens n'oublient pas que la lutte armée est toujours l'aspect principal du combat : ils ont déclenché depuis mars 72 une nouvelle offensive de grande envergure qui balaye la "vietnamisation", dissipe le rideau de l'impérialisme US et montre avec évidence son obstination dans l'agression.

(1) Ces citations sont tirées du livre de W. Burchett : "Pourquoi le Vietcong gagne ?" édité par Maspero.

COMMENT SE VERIFIE L'ENSEIGNEMENT DE MAO : "LE PARTI COMMANDE AUX FUSILS"

L'organisation de FAPL comprend l'armée régulière, les troupes régionales et les groupes d'auto-défense qui constituent le lien vivant entre le peuple et l'armée de libération. Sur le plan militaire, comme dans la lutte politique, c'est l'homme qui prime, non le matériel. Ce principe est concrétisé au sein des FAPL comme dans les rapports de l'armée avec le peuple. Dans les FAPL, à tous les échelons, il y a un officier politique qui veille à l'application de la ligne. Il s'agit de prendre en mains la formation politique et idéologique des combattants, d'impulser l'étude, la discussion et la propagande. Il s'agit aussi d'éviter tout relent de militarisme. Si, par exemple aucun travail politique n'a été fait dans un village où se trouve un objectif important, l'officier politique refusera d'attaquer cet objectif, même si la victoire est certaine : les représailles de l'ennemi dresseraient les villageois contre le Front et cela retarderait l'avancée des révolutionnaires qui auraient perdu le soutien du peuple. Dans les FAPL, les principes qui réglent les rapports entre officiers et soldats sont : égalité absolue, large démocratie dans les discussions politiques et la préparation des actions jusqu'à la décision, discipline absolue dans l'action égalité absolue ensuite. Rien ne distingue officiers et soldats pour le vêtement, le logement, la nourriture. Cette juste ligne politique explique le moral des combattants et leur parfaite maîtrise de la guerre populaire, renforce l'unité au sein des FAPL et entre les FAPL et le peuple.

FRONT MILITAIRE ET FRONT DIPLOMATIQUE.

C'est le point de vue politique, et non le point de vue strictement militaire, qui permet de disposer d'une vision d'ensemble et d'articuler correctement les différentes formes de lutte, notamment lutte armée et lutte diplomatique. Dans la lutte, la guerre du

diffusons massivement la littérature vietnamienne

Front Rouge publie ici les ouvrages disponibles que les commandes doivent commander sans tarder.

Le prix des brochures sera réduit intégralement aux camarades vietnamiens (ajouter 25 % pour les frais de port).

Etudes Vietnamiennes :

no 11 : Le bilan de la guerre spéciale (1961-63) : 3,50

no 12 problèmes agricoles : 3,50

no 14 littérature et libération nationale au Sud Vietnam : 3,50

no 16 face à l'agression américaine : 3,50

no 17 Sud Vietnam 68

no 17 la République Démocratique du Vietnam en guerre : 3,50

no 18 Sud Vietnam : données et perspectives : 3,50

no 20 l'échec américain : 3,50

no 21 le Vietnam traditionnel : 3,50

no 22 l'année 1968 : 3,50

no 23 la guerre chimique : 5 F

Bref histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam : 2,50 F

Je Khe Sanh à Tchepone sur les combats de la route no 9 en 1971 : 1,50 F

Truong-Chinh : La révolution d'août (1946) : 1,50 F

Truong-Chinh : sur la voie tracée par Karl Marx : 1,50 F

Notre président Ho-Chi-Minh (biographie) : 3 F

Les peuples indochinois vaincront (conférence des 24-25 avril 70) : 2,50 F

Testament du président Ho-Chi-Minh : 3 F

Général Giap : la guerre de libération nationale au Vietnam : 2,50 F

Général Giap : notre guerre du peuple a vaincu la guerre de destruction américaine : 1,50 F

Ho-Chi-Minh : contre l'agression US, pour le salut national : 2 F

Programme politique du F.N.L. du Sud Vietnam : 0,50 F

Passez les commandes à Front Rouge B.P. 42 Lyon Prefecture 69 C.C.P. 204 51 Lyon.

Imprimerie P. Guilloux, 92, rue de la Villette, Lyon. – Dépôt légal nº 269, 2e trimestre 1972. – Directeur de la publication : Camille Rey. – Distribué par NMPP. – Commission paritaire 51 165